



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

ENSEMBLE, FAISONS DÉRAILLER LA POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

7 MARS 2018

Après un recours aux « ordonnances » pour casser le Code du travail, Édouard Philippe a annoncé qu'il allait recourir à la même méthode pour faire passer sa « réforme » de la SNCF. L'objectif est clair : achever la destruction du « service public » du transport ferroviaire, ce qui dégradera encore un peu plus les conditions de travail et de vie des salariés du rail et le service rendu aux usagers.

Le premier ministre nous a vanté les effets bénéfiques de l'ouverture à la concurrence, « chez nos voisins ». Mais au Royaume-Uni, 20 ans après la privatisation de British Rail, le prix des billets a explosé et les Britanniques déboursent chaque mois six fois plus que les Français, simplement pour se rendre sur leur lieu de travail. Voilà l'avenir ! Et pour le justifier, tous les bobards sont permis.

ATTAQUER LES UNS POUR MIEUX ÉCRASER TOUT LE MONDE

Pour opposer les travailleurs les uns aux autres, Macron a déclaré, au salon de l'agriculture : « *Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre, un statut cheminot et ne pas le changer* ».

Pourtant, le seul « avantage » de ce fameux statut, c'est la sécurité de l'emploi, du moins de ne pas se faire virer du jour au lendemain. Une sécurité relative en échange de laquelle tout le reste est raboté, à commencer par les salaires : les cheminots commencent souvent sous le SMIC. Le régime de retraite, quant à lui, autorise à partir cinq ans plus tôt... mais avec la même durée de cotisation et la même décote que dans le privé : 43 ans, sinon c'est le minimum vieillesse !

Alors, pourquoi, au nom de « l'égalité » et de la lutte contre de soi-disant « privilèges », les cheminots devraient-ils s'aligner sur la « précarité » du privé ? Les quelques acquis dont ils bénéficient, les travailleurs du rail les ont gagné par la lutte. Ce qu'il faut imposer, c'est l'égalisation par le haut, et pas l'égalisation par le bas.

NON, LA SNCF NE COÛTE PAS TROP CHER

Le statut des cheminots n'est responsable, ni des prix des billets, ni des pannes, ni des retards. Comme

la santé ou l'éducation, la SNCF doit rester un service public. Et la mission d'un service public, ce n'est pas de dégager du cash ; c'est d'offrir à la population des moyens de transports pratiques, confortables et peu chers.

Bien sûr, il y a la dette de la SNCF : 50 milliards. Mais c'est à peine ce qui échappe à l'impôt, chaque

année, avec l'évasion fiscale. Et cette dette, ce sont d'abord les investissements dans les infrastructures, coûteuses parce que les sous-traitants privés accumulent les

dépassements, systématiquement payés par la SNCF. Ensuite le renouvellement du réseau. Et là, les frais ont augmenté parce que rien n'a été fait pendant 30 ans, période où

la SNCF a supprimé 100 000 postes de cheminots.

Tout cela ne l'empêche pas de faire des bénéfices. En 2017, elle a multiplié son bénéfice par 2,3 et réalisé 1,3 milliard de profit.

LES CHEMINOTS NE SONT PAS ISOLÉS !

Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse. Mais aussi tous ceux et celles qui sont frappés dans le secteur privé.

Et si Macron et Philippe ont décidé de passer en force, c'est qu'ils craignent qu'un climat de contestation durable ne s'installe à la SNCF, qui pourrait favoriser la construction d'un mouvement d'ensemble contre leur politique, avec la perspective d'un blocage du pays. Car cinquante ans après Mai 68, il est évident que seul un mouvement de grève générale reconductible sera en mesure de les faire reculer !

Le 22 mars, les cheminots, la fonction publique et les jeunes sont appelés à la grève et à manifester. Ce devra être un premier rendez-vous.

LES CHEMINOTS REVIENNENT EN RÉISTANCE



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



PAS SEULEMENT POUR LE 8 MARS : SEXISME, NI AU TRAVAIL NI AILLEURS !

80 % des femmes subissent des comportements sexistes au travail, 25 % des agressions sexuelles et 10 viols par jour s'y déroulent. Un climat sexiste entretient la division entre hommes et femmes et prend le pas sur la division entre travailleurs/euses et patrons. D'autant que les femmes occupent des métiers plus précaires, dans des secteurs sous pression, que leurs supérieurs sont généralement des hommes ... Et qu'elles gagnent moins que les hommes (19% d'écart en moyenne selon l'INSEE).

La loi évolue très lentement, les procédures en justice sont difficiles et la majorité des femmes victimes de violences perdent leur emploi soit par licenciement soit par démission, fort peu volontaire.

Pour lutter contre les violences et le sexisme, la solution ne peut qu'être collective, à commencer par une solidarité des femmes entre elles. C'est une bataille de tous les lieux et de tous les instants. A réaffirmer aussi le 8 mars.

FORD : USINE EN DANGER. SAUVONS LES EMPLOIS !

Ford veut liquider son site de Blanquefort, sa seule usine en Europe, où sont fabriquées des boîtes de vitesses automatiques. Ford a empoché 46 millions d'argent public entre 2013 et 2018, et annonce pour 2017 un profit mondial de 8 milliards de dollars

Mettre dans la misère les 1000 salariéEs de Ford, détruire les 4 ou 5 000 emplois qui en dépendent, c'est la logique capitaliste de recherche du profit. Favorisée par le gouvernement Macron qui donne chaque jour gages et moyens juridiques pour appliquer cette sale besogne !

Seule la mobilisation des salariés et de la population a, depuis 2010, imposé à Ford de maintenir une activité dans l'usine. C'est le seul chemin pour gagner ! En s'y mettant ensemble dans les autres usines automobiles, CheminotEs, agents des services publics, celles et ceux qui sont confrontés aux mêmes politiques de régression sociale. C'est ce que ce que défend le NPA avec son porte parole Philippe Poutou ouvrier dans cette usine de Ford Blanquefort.

« HONTE À VOUS ! »

Aux États-Unis, c'est la rage d'une étudiante, rescapée de la dernière tuerie qui a fait 17 morts dans un lycée de Floride. Elle a dénoncé la collusion de Donald Trump avec le lobby des armes.

Une grande partie des politiciens, démocrates comme républicains, se font financer leurs campagnes par la National Rifle Association (NRA), cette association qui a pour but de promouvoir les armes à feu aux USA ! Le Président aurait ainsi touché 30 millions de dollars. Pour dénoncer cette corruption légale, qui empêche le vote de toute loi

contre les ventes d'armes, une grande marche est annoncée à Washington le 24 mars.

LA SYRIE, UN PAYS SUR SELON LE PREFET DU LOT !

Un jeune Syrien souffrant de confusion mentale a failli être renvoyé vers la Syrie par le préfet du Lot. Ce jeune homme, après avoir passé 5 jours dans un pavillon fermé d'un hôpital psychiatrique, a été envoyé en centre de rétention en vue de son expulsion. Le tribunal administratif de Toulouse a finalement annulé cette procédure, mais l'action de ce préfet zélé est un bel exemple de la politique migratoire de Collomb et Macron.

LES CHIFFRES

COMMERCE : DES SUBVENTIONS POUR LICENCIER

CARREFOUR → 400 millions de CICE et 4400 suppressions d'emplois en 2017

CASTORAMA → 44 millions de CICE et 446 suppressions d'emplois en 2017

CONFORAMA → 39,3 millions de CICE, 3 PSE et 445 suppressions d'emplois depuis 2014

PIMKIE → 37 magasins fermés et 208 suppressions d'emplois en 2017

BRICO-DÉPÔT → 9 millions de CICE et 82 suppressions d'emplois en 2017

ACCOR → 18,6 millions de CICE et 15 millions de dividendes en plus en 2017

IKEA → 48,2 millions de CICE depuis 2013

BUFFALO GRILL → 5 millions de CICE et 14 millions de bénéfices en 2015

SYRIE : ASSAD BOMBARDE ET MASSACRE LE MONDE ENTIER RESTE PARALYSE

Résolution de l'ONU ou pas, Assad continue de massacrer les populations de l'est de Damas. Depuis les énormes manifestations de 2011 qui ont défié son régime, niant le caractère social et démocratique de la contestation, il prétend défendre le pays contre le terrorisme.

Depuis 7 ans, c'est pourtant bien les populations civiles qui sont les principales victimes du carnage, et de la stratégie des grandes puissances.

En fixant, après 2013, la lutte contre Daech comme priorité, la coalition internationale emmenée par les USA a de fait laissé le champ libre à Assad. Lequel n'aurait pas pu regagner du terrain sans l'appui déterminant de la Russie et de l'Iran. Sans compter le jeu propre de la Turquie et des pays du Golfe.

Démasquer ces stratégies fait partie de la solidarité que nous devons à ceux et celles qui en Syrie, continuent de se battre pour la justice sociale, la liberté et la démocratie, y compris contre des groupes fondamentalistes largement autant opposés à ces principes qu'au régime de Assad.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**